





## LA DICTATURE INTERNATIONALE



PIERRE VADEBONCOEUR

LA DICTATURE INTERNATIONALE



La collection « Lettres libres »  
est dirigée par Jean-François Nadeau et Florence Noyer

© Lux Éditeur, 2004

[www.luxediteur.com](http://www.luxediteur.com)

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2004

Bibliothèque nationale du Canada

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-89596-020-8

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du programme de crédit d'impôt pour l'édition du gouvernement du Québec et de la SODEC.

*à Michel Rioux*



## AVANT-PROPOS

Dans les conditions d'aujourd'hui, la politique pénètre davantage dans les populations. Même en l'absence d'une situation révolutionnaire, le peuple, les peuples manifestent, contestent, s'agitent, descendent dans la rue. Cette évolution a pris les proportions d'un phénomène. Ce dernier est récent. Des millions de personnes dans des milliers de villes se sont opposées à la guerre en Irak, à l'encontre de leurs propres gouvernements dans plusieurs cas. Une telle activité des multitudes constitue une nouvelle donnée politique.

À quelle profondeur ? On vient de le voir en Espagne, après les attentats de Madrid. Cette fois, grâce à un concours de circonstances, l'humeur populaire s'est traduite par le vote. La population allait réélire un gouvernement qui pourtant, contre le gré du peuple, avait poussé le pays dans la guerre des Américains en Irak. Elle s'est retournée brusquement contre le régime, lui imputant la responsabilité d'avoir provoqué ces actes terroristes, interprétés comme des représailles. L'État avait méprisé l'opinion presque générale du pays, gagnée à 90% contre la

guerre. Il avait engagé celui-ci dans ce conflit, dont on vivait maintenant une conséquence terrible.

Mais, déjà, les extraordinaires manifestations d'avant cette guerre-là dans le monde avaient donné un indice bien suffisant des changements survenus dans la dynamique politique populaire. Ceux-ci ont été confirmés par le scrutin espagnol, puis par les réserves subséquentes exprimées comme un écho par la Pologne. Mais on doit compter aussi les manifestations qui, depuis Seattle, avaient accueilli diverses conférences internationales néolibérales. Des foules de militants avaient surgi, exprimant le point de vue des peuples contre celui de l'argent. Une voix démocratique libre se faisait entendre, considérable, avertie, mobilisable et commençant à faire sentir son influence sur les gouvernements. L'actualité devenait plus présente que jamais dans l'esprit du public. Les populations, dorénavant plus attentives, la suivaient quotidiennement – en partie d'ailleurs à cause de cette guerre en Irak, qui a eu de ce point de vue une influence majeure.

Le fond de la démocratie a bougé dans le monde. C'est probablement parce que les moyens de communication et d'information ont puissamment changé. Télévision, Internet, et aussi l'usage accru des instruments plus traditionnels, radio, transports, médias écrits.

La participation à la guerre en Irak a été stimulée par tous ces moyens, d'ailleurs, mais elle a été freinée et combattue de la même façon. Cependant, ce qu'il faut observer, c'est que, dans le deuxième cas, cela s'est passé à des niveaux démocratiques qui ne sont plus ce qu'ils étaient.

Les combats contre l'impérialisme ne consistent plus dans des actions conduites seulement par des appareils – États, armées, diplomaties – mais par des individus, des mouvements, des organisations, des réseaux, des foules.

Le peuple dérange aujourd'hui bien des calculs, comme on vient de le voir en Espagne. L'année 2003 fut l'année du mensonge dans les cercles les plus élevés du pouvoir de certains États et cela fut extrêmement visible. Avec les moyens de communication d'aujourd'hui, tout est spectacle et cela ne va pas sans conséquence. Les populations voient beaucoup de choses et créent entre elles une démocratie immédiate qui devient peu à peu rivale de l'autre, de l'officielle, qui n'est en grande partie qu'une couverture.

Le livre que voici n'est que notations et réflexions, sorte de journal en forme d'articles rédigés au fil de l'actualité depuis un an et demi. Il tourne autour de deux ordres de faits : d'une part, la guerre en Irak ; d'autre part, l'hégémonie des États-Unis, forme assez curieuse de domination à laquelle il faut donner un nom distinct, spécifique : *la dictature internationale*. De ce dernier, qui coiffe un des articles, je fais le titre de ce petit livre.

*Montréal, le 28 mars 2003*



## LA DICTATURE INTERNATIONALE

Les États-Unis sont engagés dans le processus, qu'ils ne renverseront pas, de rompre brutalement à leur profit l'équilibre du monde. Cette force agressive et qui se croit infinie provoque un antagonisme qui change également le rapport, jusque-là relativement stable, qui existait entre les États-Unis et les autres nations. Un point critique semble en voie d'être atteint, s'il ne l'est déjà.

Quelque chose de fondamental a bougé, devant la force, dans les profondeurs de la politique. De cela les signes se sont multipliés : mentionnons entre autres le calme refus de quatre grandes puissances de se rallier à Washington pour la guerre d'Irak, la condamnation morale sans équivoque de cette guerre par le pape et par d'autres sommités, les protestations antibellicistes massives des populations dans des centaines de villes.

Que veut faire l'Amérique ? Prenez garde : nous ne sommes plus dans le même siècle. Les États-Unis se dressent devant le monde, s'avancent, l'affrontent, ce qui est nouveau. Ils entendent se le subordonner ou du moins s'établir à demeure dans une position inexpugnable de suprématie.

Ils ne supportent plus la contradiction ni même l'autonomie des autres par rapport à eux en matière de politique internationale.

Les choses paraissent officiellement rester cependant les mêmes, comme ils le prétendent si faussement : les institutions, les principes, les conventions, la liberté des peuples, la démocratie. L'histoire, quoi. Telle qu'elle se déroulait tant bien que mal. Et les bons sentiments, dans la population américaine. Celle-ci, conditionnée par la propagande, est aveugle au changement qui s'opère.

Le peuple américain ne s'aperçoit pas qu'il est en train de jeter les bases d'une dictature. Non plus une dictature classique, nationale, intérieure, s'exerçant sur un peuple directement soumis à la tyrannie de son propre gouvernement comme sous Staline ou Saddam Hussein. Mais une dictature transnationale exercée par le gouvernement américain, commandement unique et étranger voulant au surplus s'imposer à l'acceptation même des alliés, des puissances concurrentes et de dizaines d'autres pays. Il faut marquer l'originalité du phénomène.

Cette nouveauté à prétentions mondiales est différente des anciens empires. Je vais essayer d'en esquisser le schéma.

Elle tient à la possession par les États-Unis d'une force économique et militaire irrésistible et sans égale, qu'ils ne sauraient diriger directement contre d'autres puissances d'envergure et protégées par l'atome, mais qu'ils peuvent fort bien lancer contre des pays secondaires sans que les premières puissent militairement intervenir pour les empêcher. C'est ce qui se passe en ce moment au Moyen-

Orient. Cette équation est parfaite. Le projet d'étendre ainsi progressivement la domination américaine sous l'œil mécontent d'autres puissances se tient fort bien. C'est le privilège d'une force unique, limitée seulement par le péril d'une guerre mondiale.

L'empire n'est plus politique. Il s'agit maintenant d'empire à distance et non institutionnel. Après la conquête ou simplement après des menaces suivies d'obtempération, les frontières subsisteront mais la domination sera certaine, à travers ces dernières.

La puissance américaine peut se passer d'un empire intégré. Elle possède assez de force par l'existence de ses armes et par ses multinationales pour pouvoir tenir beaucoup de pays moindres sous son emprise.

Les distances étant abolies, l'immédiateté et l'instantanéité des moyens de la force en action ou potentiellement applicable suffiront à garder le contrôle des régions dominées. Des semblants d'États indépendants survivront, Afghanistan, Irak et autres, n'ayant qu'à se conformer aux commandements de la super-puissance qui les tiendra sous son pouvoir.

La psychologie de la toute-puissance et l'esprit de dictature sont tels, aux États-Unis, que Washington en est rendu, fin avril 2003, à intimer des ordres à l'Europe, en prenant tactiquement la France pour cible et en manœuvrant pour l'isoler. La France ne fait pas partie de « l'empire » américain, mais la dictature internationale, qui n'a pas la nature d'un empire, entend se faire obéir aussi d'un tel pays et le lui dit, tance la récalcitrante et déclare qu'il faut la punir.

Pas d'empire donc, mais effort de dictature, même contre un pays aussi considérable. Tout cela dessine assez bien le phénomène nouveau. La dictature transnationale est impérieuse contre les pays qu'elle domine et contre ceux qu'elle ne domine pas. Elle donne des ordres à tout le monde.

La toute-puissance actuelle des moyens militaires concentrés en un seul pays tend à ruiner la liberté des peuples secondaires et vise d'autre part à bloquer la libre politique des grandes nations.

Cette toute-puissance se tient seule devant le monde, ne pouvant être combattue, réduisant les uns, tenant les autres en respect et cherchant à imposer à tous non pas son empire à proprement parler mais sa volonté et ses intérêts. Cette volonté bouleverse, entre autres, le droit international, pour la sauvegarde duquel la France s'est dressée pendant des mois avant la guerre d'Irak.

Est-il nécessaire de relever encore une fois en quelques lignes, par quelques exemples, le piétinement du droit international par les États-Unis auquel le monde assiste depuis un an ? La guerre « préventive », le « droit » d'invasion sous n'importe quel prétexte, l'abolition de la notion de prisonnier de guerre pour les captifs d'Afghanistan, la suppression de certains droits civils aux États-Unis mêmes, le « droit » de vie ou de mort contre des membres du gouvernement ennemi en Irak, qu'il s'agissait de tuer par des bombardements ; la chasse faite aux dirigeants irakiens, « recherchés » puis « capturés » par l'armée américaine en vertu de quel droit ? De telles choses ne peuvent relever que d'une instance internationale. Et l'ordre péremptoire donné aux

pays voisins de n'en accueillir aucun, en vertu de quelle autorité? Enfin les menaces faites aux pays alliés qui refusaient, selon le droit de l'ONU, la guerre de Bush...

Les États-Unis n'abolissent pas les frontières, mais ils les passent par la subversion ou par les armes, tout en les rétablissant pour la forme une fois qu'elles ont été passées. Cette pratique a été mise au point en Amérique latine, l'arrière-cour. Par-dessus des frontières mi-fictives, la dictature internationale dirige, assujettit, commande, s'approprie les biens nationaux. Elle prétend faire la pluie et le beau temps partout où elle le peut.

Les États-Unis changent de nature par le simple effet de leurs nouvelles intentions sur le monde et par l'angle nouveau de leurs volontés sur lui. L'idée de domination, domination futuriste mais déjà possible en partie, s'est introduite dans leur pensée, une simple idée de la force mais aggravée par la science et la technologie les plus avancées.

Pour actualiser cette nouveauté, pour la faire passer dans les faits à Washington, il aura suffi, en 2000, d'une variation de quelques degrés sur la droite. Passé un certain centre de gravité sur cette ligne, le pays a basculé. Et l'univers, par voie de conséquence, n'est plus le même.

*L'Inconvénient*, n° 13, mai 2003